

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement  
et du logement du Grand Est

Strasbourg, le 17 avril 2018

Unité départementale du Bas-Rhin  
Équipe Sud

Nos réf. :

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement – Carrière et autres installations classées situées à Steinbourg– Société Sablière de Steinbourg

**PJ :** Un projet de prescriptions

Rédigé par L'Inspecteur de l'environnement (Installations Classées)	Vérifié, approuvé et transmis à Mr le Préfet du Bas Rhin Par délégation L'Adjoint au Chef de l'Unité Départementale du Bas-Rhin
---	---

1. Présentation de la demande
2. Installations classées
3. Les enjeux environnementaux
4. Articulation avec d'autres projets et documents de planification
5. Enquête publique et avis des services administratifs
6. Avis de l'inspection des installations classées
7. Conclusions

## **1. Présentation de la demande**

La société Sablière de Steinbourg a été autorisée à exploiter une sablière (extraction de matériaux alluvionnaires hors eau) à Steinbourg. L'autorisation d'exploiter a été accordée par un arrêté préfectoral du 15 mai 2007, pour une durée de 15 ans. Un arrêté préfectoral du 31 janvier 2017, a porté enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes employés pour le remblaiement de la fosse d'extraction.

Une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter datée du 15 juin 2017 a été déposée par la société Sablière de Steinbourg qui sollicite également l'autorisation d'étendre la carrière existante en périphéries Nord et Est.

Le préfet du Bas-Rhin a notifié au pétitionnaire, le 28 août 2017, que le dossier était reconnu complet et régulier et soumis à l'avis de l'autorité environnementale, conformément aux articles L.122-1 et R.122-1-1 du code de l'environnement.

Le projet consiste à renouveler l'autorisation d'exploiter et à étendre une carrière existante, pour y extraire des matériaux alluvionnaires (sables et graviers). L'exploitant souhaite extraire une quantité maximale de 40 000 t/an, pour une production moyenne annuelle envisagée est de 20 000 tonnes sur une durée de 25 ans. L'exploitant a prévu un remblaiement coordonné de la fosse d'extraction par des matériaux inertes. L'extraction s'effectue uniquement hors eau.

La remise en état de la carrière à l'issue de l'exploitation respecte la vocation initiale du site, la zone Nord sera réaménagée en espace écologique (aménagement de mares notamment). La zone Est retrouvera sa vocation agricole et sera réaménagée en prairie permanente, milieu favorable au maintien et développement de la biodiversité.

## **2. Installations classées**

L'autorisation d'exploiter la carrière et les installations de traitement est sollicitée pour une durée de 25 ans.

Les installations relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 2510-1 – Exploitation de carrières – production moyenne annuelle envisagée de 20 000 tonnes pour une production maximale annuelle de 40 000 tonnes – durée 25 ans, y compris la remise en état du site – Autorisation,
- 2515-1 – Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes – puissance totale de 540 kW – Enregistrement,
- 2517-2 – Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes – superficie de l'aire de transit de 18 008 m<sup>2</sup> au maximum – Enregistrement.

L'exploitation de la carrière est actuellement autorisée par un arrêté préfectoral du 15 mai 2007, pour une durée de 15 ans.

A titre indicatif, les activités projetées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature : Installations, Ouvrages, Travaux, Aménagements au titre de la loi sur l'eau (IOTA):

– 2150 – rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur les sols et sous-sol, la surface totale dont les écoulements sont interceptés par le projet est de 11,12 ha – Déclaration,

– 1110 – sondage, forage en vue d'effectuer un prélèvement dans les eaux souterraines – 3 piézomètres – Déclaration,

La zone des installations à l'entrée du site ainsi que les infrastructures déjà en place vont rester identiques.

Présentation du site :



### 3. Les enjeux environnementaux

#### 3.1 Présentation générale du projet

La société Sablière de Steinbourg a été autorisée à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires située à Steinbourg. L'autorisation d'exploiter la carrière a été accordée par arrêté préfectoral du 07 avril 2008, pour une durée de 15 ans, soit jusqu'en mai 2022.

L'exploitant souhaite poursuivre l'exploitation de la carrière en étendant la zone d'extraction actuelle au Nord (lieu-dit Monsau) , sur ce secteur la zone exploitée passerait de 5,6 ha à 7,7ha et en créant à l'Est du site (lieu-dit Heide), une nouvelle zone d'extraction de 3,4 ha.

La surface exploitée totale serait ainsi de 11,1ha contre 5,6 ha actuellement.

Par arrêté préfectoral du 31 janvier 2017, l'exploitant a été autorisé à remblayer de façon coordonnée la fosse d'extraction « Monsau », il sollicite également l'autorisation de remblayer la fosse « Heide ».

L'exploitation est prévue sur une durée de 25 ans.

La société Sablière de Steinbourg exploite sur une zone située entre les deux fosses d'extractions, des installations de traitement et une station de transit de matériaux de carrières et de matériaux inertes autorisées par l'arrêté préfectoral du 15 mai 2007. Ces installations ne font pas l'objet de la présente demande, mais devront être intégrées dans l'arrêté d'autorisation. Ce projet ne doit pas entraîner le déplacement de ces installations.

L'extraction des matériaux doit être effectuée à l'aide d'une pelle hydraulique ou d'une chargeuse sur pneus, aucun explosif ne sera utilisé.

L'exploitation sera réalisée sur une hauteur de 8 m en moyenne. La couverture de terre végétale sera décapée et stockée sur site sous la forme d'un merlon qui sera ensemencé d'espèces messicoles (coquelicots, bleuets,...) pour éviter la colonisation par des espèces végétales invasives, cela permettra également de limiter les envols de poussières.

Ces terres seront réemployées pour effectuer la couverture finale du site après extraction des matériaux alluvionnaires et remblaiement.

En dessous de la couverture végétale on trouve une couche de Loess d'environ 15 cm, ces matériaux seront intégralement utilisés pour les opérations de remblaiement coordonné.

En dessous, on trouve un gisement constitué de graviers et galets, ces matériaux seront extraits et commercialisés directement sans traitement préalable.

En descendant, on rencontre un second horizon constitué de sables rouges et de graviers.

Ces matériaux sont criblés sur un crible mobile qui se déplace en fonction de l'avancement de la zone de front. Le crible permet de séparer les sables, qui sont directement commercialisés, les stériles argileux qui sont réemployés pour le remblaiement et les graviers. Ces derniers sont ensuite lavés sur l'installation de traitement avant d'être commercialisés.

L'installation de lavage fonctionne en recyclage intégral, il n'y a pas de rejets des eaux de lavage.

L'extraction est réalisée jusqu'à la cote NGF182, ce qui correspond à 1,5 m au-dessus de la cote piézométrique de la nappe des alluvions anciennes et à 1 m au-dessus de celle des plus hautes eaux connues. L'horizon des alluvions est compris entre la cote 190 et la cote 176. Ainsi 8 mètres sur une puissance de 14 mètres seront extraits, cela ne correspond pas à un taux de défrètement maximal, mais cette solution permet d'extraire du gisement sans atteindre la nappe puis remblayer les fosses d'extraction et ensuite restituer les terrains à leur vocation initiale. Cette technique permet d'extraire des matériaux sans consommation de foncier in fine.

Le réaménagement s'effectuera de la manière suivante, une couche d'un mètre de stériles issus de l'exploitation sera déposée en fond de fosse.

Les matériaux de démolition issus du BTP sont réceptionnés sur le site, après contrôle, ils sont concassés puis criblés. Une partie des produits concassés est recyclée et commercialisée.

Le restant, principalement situé dans la fraction granulométrique 0/20, n'est pas commercialisée et est utilisée comme matériaux de remblaiement sur site.

La couche de remblais sera compactée, ensuite la zone remblayée sera recouverte de terre végétale et retrouvera sa topographie initiale.

La zone Monsau sera réaménagée en zone naturelle, avec création de mares temporaires sur 0,24 ha, destinées à la reproduction des amphibiens. Des hibernaculums seront créés (tas de pierres, murets), pour les reptiles.

Un ensemencement d'herbacées sera réalisé et 280 m linéaires de haies composées d'essences locales seront plantés.

La zone Heide sera restituée à l'agriculture sous forme de prairie de fauche.

### **3.2. Analyse de l'état initial de l'environnement et identification des enjeux environnementaux**

La carrière est localisée sur le territoire communal de Steinbourg, sur un plateau constitué d'alluvions anciennes rattachées aux cours de la Zorn et de la Mosel. Ces deux cours d'eau s'écoulent respectivement à 1,5 km au nord et 300 m au sud du projet.

Le projet est situé à un carrefour routier, au nord de la RD 421 sur le tronçon entre Saverne et Brumath, à l'est de la RD 83 entre Steinbourg et Waldolwisheim, cette route sépare l'emprise de la gravière de la forêt domaniale de Saverne.

Au voisinage immédiat au sud-ouest du site on trouve des pistes de moto-cross

A environ 110 m au sud, il y a le terrain de l'aérodrome de Saverne-Steinbourg.

Même si les terrains ne sont pas construits, le milieu environnant est fortement marqué par les activités anthropiques.

Il existe une habitation isolée au sud-ouest du projet, les secteurs habités les plus proches sont à environ 470 m au sud, le hameau du « Moulin » commune de Waldolwisheim et le lotissement du « Gerieth » sur la commune de Steinbourg à 1,3 km au nord du projet.

Une étude d'impact écologique et de caractérisation de la biodiversité a été réalisée. La zone d'étude réunit les terrains directement concernés par le projet, ainsi qu'un rayon de 200 m autour de l'emprise. 4 prospections ont été menées en 2015 et 2016 (printemps, été, automne, hiver). La zone d'étude élargie couverte par les campagnes de prospection représente une superficie de 60 ha.

Cette bande comprend les formations végétales et territoires animaux situés tout autour du site et présentant potentiellement une interaction indirecte avec les activités de l'exploitation.

L'état initial de l'environnement a recensé 208 espèces végétales dont 4 espèces patrimoniales présentant un intérêt faible à modéré, une seule espèce déterminante mais ne possédant pas de statut de conservation préoccupant a été identifiée dans l'emprise du projet. Il s'agit de la renoncule scélérate relevée sur une prairie humide dans la zone d'extension nord.

Ce recensement a également permis de constater la présence de 11 espèces envahissantes dont le robinier pseudo-acaccia et la renouée du Japon.

59 espèces d'oiseaux ont été observées dans la zone d'étude, 44 d'entre elles sont des espèces protégées en France et 5 sont inscrites à l'annexe I de la Directive « oiseaux » : la pie grièche écorcheur, la cigogne blanche, la grande aigrette, le pic mar et le pic noir.

5 espèces de batraciens ont été observées dans l'emprise du site dont 2 sont menacées en Alsace : le sonneur à ventre jaune et l'alyte accoucheur.

3 espèces de reptiles ont été observées dans l'emprise du site, bien que toutes protégées, elles demeurent communes et ne possèdent pas de statut de conservation préoccupant : le lézard des murailles, le lézard des souches et la couleuvre à collier.

9 espèces de chiroptères ont été observées dont 5 sont patrimoniales car présentant un état de conservation préoccupant en France : le grand murin, la noctule commune, la noctule de Leisler, la pipistrelle de Nathusius et la pipistrelle de Kuhl.

37 espèces d'insectes ont été observées, 11 font l'objet de mesures de conservations et 2 bénéficient d'un statut de protection national et européen : le cuivré des marais et le grand capricorne.

Excepté les chiroptères, il n'a pas été relevé la présence de mammifères protégés.

Le projet d'exploitation et d'extension n'est pas situé dans une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF). Cependant il existe 3 ZNIEFF répertoriées situées à moins de 2,5 km de l'emprise de la gravière.

ZNIEFF type 2 « Vallée de la basse Zorn et affluents », à 120 m au sud de l'emprise du projet, milieu type prairies humides espèces protégées : cuivré des marais, Cenanthe fistuleuse, pique-prune, criquet ensanglanté.

ZNIEF type 1 « Vallée de la Zorn de Dettwiller à Geudertheim, à 1 200 m au nord de l'emprise du projet, milieu type prairies humides espèces protégées : cuivré des marais, Cenanthe fistuleuse, blutome, pique-prune, agrion mercure,....

ZNIEF type 1 « Vallée de la Zinsel du sud de Hattmatt à sa confluence avec la Zorn, à 1850 m au nord de l'emprise du projet, milieu type prairies humides espèces protégées : Cenanthe fistuleuse, O à feuille de peucedan, courlis cendré,....

### **3.3. Analyse des impacts notables potentiels du projet sur l'environnement**

Par rapport à la situation actuelle le projet aura peu d'impact, la zone est déjà en exploitation, les installations de traitement des matériaux fonctionnent. Pour ces activités, le projet consiste à allonger la durée de la période d'exploitation prévue initialement jusqu'en 2022, l'exploitation du site se poursuivra jusqu'en 2043. Le réaménagement cordonné des fosses d'extraction limitent les impacts.

Au niveau des émissions acoustiques, elles ne seront pas plus élevées qu'actuellement.

Le trafic routier représentera en moyenne 20 véhicules par jour, les 2 axes routiers les plus proches, à savoir la RD 83 et la RD 421, enregistre un trafic routier respectif de 1 900 véhicules /jour et 7 200 véhicules /jour, le trafic poids lourds sur ces axes est de 280 et 550 poids lourds par jour. en moyenne, Le trafic poids lourds lié à la carrière représente entre 7 et 3 % du trafic poids lourds journalier.

Pour la faune, le projet va entraîner des risques de destruction temporaire d'habitats.

Le projet ne doit pas avoir d'impacts sur les milieux et sur les espèces ayant justifié la désignation des ZNIEFF les plus proches.

Aucune incidence sur les usages de l'eau n'est à prévoir avec ce projet. Le maintien des mesures de gestion et de prévention actuellement mises en place est prévu afin de préserver cette ressource.

### **3.4. Mesures correctrices (éviter, réduire, compenser) et dispositif de suivi**

#### **Mesures d'évitement**

Une zone à vocation écologique correspondant à une bande supplémentaire de 10 m de large le long de la bordure nord de l'extension nord, ne sera pas exploitée, afin de préserver une partie des habitats d'intérêt humide du site qui s'avèrent bénéfiques à la reproduction d'espèces protégées comme le sonneur à ventre jaune. De plus cette bande permettra le maintien d'un corridor de déplacements des espèces. Cette bande représente une surface de 1 700 m<sup>2</sup>.

Une zone de 4 700 m<sup>2</sup> située au sud-est de l'extension est ne sera pas exploitée pour permettre le maintien d'une partie de la prairie de fauche, notamment bénéfique à certaines espèces d'insectes comme les orthoptères (criquets, grillons, sauterelles) et les lépidoptères (papillons).

#### **Des mesures de réduction d'impacts**

Le remblaiement coordonné des fosses d'extraction permettra de réduire les surfaces impactées.

Ainsi, à la fin de première phase, comprise entre 0 et 5 ans d'exploitation, un secteur situé au sud-ouest sera réaménagé après exploitation soit 2 400 m<sup>2</sup>, un premier massif de haies aura été plantés sur ce secteur. Durant la première phase, la surface en exploitation représente environ 1,8 ha. Les zones non exploitées sont préservées durant cette phase.

A la fin de seconde phase entre 5 et 10 ans, le réaménagement se poursuit à partir de la zone déjà aménagée, environ 8 100 m<sup>2</sup> seront réaménagées à la fin de cette phase. Environ 1,6 ha seront en cours d'exploitation durant cette phase.

A la fin de la troisième phase entre 10 et 15 ans, toute la partie nord aura été exploitée, soit environ 3,5 ha de surface extraite, à l'issue de cette phase 1,6 ha auront été réaménagés

A la fin de la quatrième phase entre 15 et 20 ans, le réaménagement de la partie nord se poursuit, environ 2,8 ha seront réaménagés. L'exploitation de la partie est débute, environ 1 ha sera en exploitation sur ce secteur.

Phase 5 : entre 20 et 25 ans, poursuite de l'exploitation de la partie est pendant 3 ans et réaménagement de l'intégralité du site.

On constate que les zones en cours d'exploitation et non-réaménagées ne représentent pas plus de 3,5 ha environ à un instant donné.

#### **Des mesures compensatoires**

Pour la faune, le projet va entraîner en sa phase initiale des risques de destruction d'habitats et d'individus d'oiseaux, de batraciens et de reptiles protégés. Pour en limiter les impacts, des mesures sont prévues en faveur de ces espèces et une demande de dérogation « faune » est présentée en parallèle de ce projet. A moyen et long terme, l'exploitation de la sablière va contribuer à accroître la superficie des milieux favorables aux espèces protégées, comme les zones naturelles intermédiaires, les haies et les prairies de fauche.

#### **4. Articulation avec d'autres projets et documents de planification**

Le projet est situé en zone UEc du Plan Local d'Urbanisme en vigueur sur la commune de Steinbourg, le règlement autorise dans cette zone : « *les constructions et installations nécessaires à des extractions de matériaux, de traitements et de valorisation de matériaux nobles et déchets inertes du BTP, à des activités de stockage définitif de déchets du BTP* »

Le projet est compatible avec :

- les objectifs et les orientations du schéma départemental des carrières du Bas-Rhin,
- les orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin-Meuse ( SDAGE),
- les dispositions du règlement d'urbanisme de la commune de Steinbourg,
- les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté de communes du pays de Saverne (SCOT),
- les orientations du Schéma Régional de Cohérence Écologique d'Alsace (SRCE).

#### **5. Enquête publique et avis des services administratifs**

##### **5.1 Enquête publique**

La demande a été soumise à enquête publique du 19 décembre 2017 au 23 janvier 2018, soit 36 jours.

##### **5.2 Avis et conclusions du commissaire enquêteur**

Dans son rapport daté du 20 mars 2018, Le commissaire enquêteur émet un avis favorable assorti d'une réserve et d'une condition suspensive.

##### **Réserve :**

« Que la SàRL Sablière de Steinbourg dépose le document relatif aux bénéficiaires effectifs de la société prévu par la loi Sapin du 09/12/2016 »

Remarques de l'Inspection des installations classées :

Ce document est à déposer avant le 01 avril 2018, pour les sociétés immatriculées avant 2017, il permet de porter à connaissance les relations capitalistiques.

Si dans un cadre général, ce rappel législatif s'entend, cependant le « manquement » constaté par le commissaire enquêteur ne peut faire obstacle à la délivrance de l'autorisation d'exploiter sollicitée au titre du Code de l'Environnement.

Sur le principe général en application de l'indépendance des réglementations, cette pièce ne fait pas partie des éléments exigibles dans le cadre d'une demande d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement.

La demande d'exploiter a été déposée le 15 juin 2017, le commissaire enquêteur précise que cet élément doit être versé au greffe avant le 01 avril 2018, donc à la date du dépôt de la demande cette pièce n'était par conséquent pas exigible, ni même à la date où le commissaire-enquêteur a rendu son avis.



### **Condition suspensive :**

« De s'interroger sur la destination de la parcelle des consorts Froesch, les autorisations administratives actuelles ou passées ;  
de procéder à l'analyse précise des sols, tant du sol des consorts Froesch que du sol de SàRL Sablière de Steinbourg dans sa zone frontalière, sur une 1<sup>ère</sup> bande de 50 m, au besoin sur une 2<sup>nde</sup> bande de 50 m supplémentaire en cas de traces trouvées dans la 1<sup>ère</sup> bande, le tout au frais du pétitionnaire »

Remarques de l'Inspection des installations classées :

Le commissaire-enquêteur a parcouru les alentours du site des sablières de Steinbourg et a constaté la présence, d'une personne vivant au nord dans une caravane sur un terrain jonché de débris, ferrailles et quelques épaves de véhicules.

Sur le plan administratif ce site est connu de l'inspection des installations classées, il a fait l'objet dans le passé de procédures administratives et sanctions à l'encontre de l'exploitant pour activité de démantèlement de véhicules hors d'usage sans disposer des autorisations requises.

Cette parcelle est située hors du périmètre d'exploitation sollicité par Sablière de Steinbourg. Il est certes tout à fait louable de se préoccuper du sort et des conditions d'existence, d'un homme âgé qui vit en marge de la société, de façon volontaire ou subie . Cependant au nom du principe pollueur-payeur et du droit de propriété des tiers, l'inspection ne voit pas sur quelles bases juridiques, il pourrait être prescrit à Sablière de Steinbourg d'effectuer à ses frais un diagnostic des sols, sur une parcelle qu'elle n'a jamais exploitée, qu'elle n'envisage pas d'exploiter et pour rechercher une pollution sans aucun lien avec ses activités passées et présentes.

Concernant les risques de diffusion d'une pollution des terrains voisins vers le site en exploitation, l'article 6.9 du projet d'arrêté prévoit la surveillance des eaux souterraines en amont et aval des zones en exploitation. Cette prescription prévoit notamment la recherche des hydrocarbures dans les eaux souterraines, cette mesure est de nature à permettre la détection d'une pollution d'origine externe, d'alerter afin de mettre en œuvre les mesures qui seraient nécessaires en cas de découverte d'une contamination significative générant un impact sur la ressource.

### **5.3 Avis des conseils municipaux**

Les conseils municipaux de Lupstein, Monswiller, Saverne et Steinbourg émettent un avis favorable.

Les communes de Lupstein et Steinbourg attirent l'attention sur la qualité des matériaux qui devront être utilisés pour les opérations de remblaiement.

Les prescriptions fixées au titre 9 du projet d'arrêté d'autorisation visent à établir une liste exhaustive des types de déchets admis, encadrent les caractéristiques physico-chimiques des déchets admis et précisent les méthodes de contrôle.

La commune de Steinbourg préconise une durée d'exploitation autorisée de 15 ans au lieu de 25 ans.

La durée d'exploitation sollicitée correspond avec le plan de phasage prévisionnel cependant l'exploitation se fera sur 2 secteurs, sur la zone Monsau actuellement en exploitation se poursuivra pendant 15 ans avec des opérations de réaménagement coordonnées à l'avancement des travaux d'extraction. Après 15 ans les travaux d'extraction cesseront sur la zone Monsau et l'exploitation débutera sur la zone Heide.

Il n'y aura qu'un seul secteur en cours d'extraction à un instant donné.

Le fait de solliciter une autorisation sur l'ensemble des terrains appartenant à l'exploitant, permet au pétitionnaire de ne faire qu'une procédure de demande et d'avoir une visibilité à long terme sur les possibilités et les conditions d'exploitation du gisement, cela permet également aux tiers d'être informés et de pouvoir se prononcer sur l'intégralité du projet.

Les autres conseils municipaux concernés Dettwiller, Hattmatt, Ernolsheim-les-Saverne, Schwenheim, Waldolwisheim, Furchhausen et Altenheim, n'ont pas communiqué leur avis ou il n'est pas parvenu à l'inspection avant la rédaction du présent rapport

#### **5.4 Avis de l'autorité environnementale et des services consultés**

##### Autorité environnementale :

Le dossier décrit de manière satisfaisante l'état initial du site. Les impacts réels ou potentiels présentés par le projet durant l'exploitation sont correctement étudiés.

Les principaux enjeux environnementaux identifiés concernent la préservation de la biodiversité. Les mesures d'évitement et de réduction des impacts sur les espèces végétales et animales protégées paraissent proportionnées aux enjeux environnementaux et aux impacts identifiés. Un suivi écologique est prévu par un prestataire extérieur spécialisé.

La remise en état consiste à créer une zone à vocation écologique et à restituer une partie des terrains à leur vocation agricole. Le projet tel que présenté minimise la consommation foncière.

Au vu des impacts avérés et du constat des atteintes portées au bon déroulement du cycle biologique de plusieurs espèces, à savoir 4 espèces protégées d'oiseaux, 5 espèces protégées d'amphibiens, 2 espèces protégées de reptiles, la conclusion présentée dans le dossier porte sur une nécessité de dépôt de dossier de demande au titre des interdictions liées aux espèces protégées.

Pour rappel les mesures en faveur des espèces protégées seront à terme à intégrer dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter.

##### Direction départementale des territoires :

La DDT précise que :

- le projet est compatible avec le Plan Local d'urbanisme en vigueur .

##### Agence régionale de santé :

L'ARS relève que :

- les terrains concernés n'empiètent sur aucune servitude d'utilité publique relevant de leur compétence (périmètre de protection des captages d'alimentation d'eau potable),
- l'association « Alsace Off Road » exploite un puits à 350 m du site, l'eau puisée est destinée à l'alimentation en eau potable, ce puits fait l'objet d'une surveillance exercée par l'ARS et sa présence a bien été intégrée dans l'étude d'impact ;
- la présence d'hydrocarbures dans les eaux souterraines au droit du site, les concentrations relevées sont inférieures au seuil de référence défini pour les eaux potables ;
- l'évaluation des risques sanitaires a été réalisée sur la base de valeurs mesurées, ce qui est une bonne pratique pour un site en exploitation.

## Service Départemental d'Incendie et de Secours

Le SDIS indique qu'il n'a aucune réserve à l'encontre de la demande et précise qu'il convient de disposer d'au moins 2 poteaux d'incendie situés à moins de 100 m du site capable de délivrer 60 m<sup>3</sup>/h, pendant 2 heures, sous au moins 1 bar de pression.

Commentaire de l'inspection :

Il existe une borne d'incendie normalisée, reliée au réseau public de distribution d'eau, située dans le coin ouest de la carrière, à proximité des bureaux. L'exploitant dispose d'une réserve d'eau claire de 27 m<sup>3</sup> et également la cuve du clarificateur qui contient 50 m<sup>3</sup> d'eau.

## Direction des sécurités de la Préfecture et Sous-Préfecture de Saverne

Ces services ont été consultés et ont émis des avis favorables sans réserve

## Direction régionale des affaires culturelles :

Ce service n'a pas communiqué son avis.

### **6. Avis de l'inspection des installations classées**

L'exploitant a sollicité le renouvellement des autorisations en cours, arrêté préfectoral du 15 mai 2007, autorisant pour une durée de 15 ans, l'exploitation de la carrière de Monsau, arrêté préfectoral du 31 janvier 2017, ayant porté enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes employés pour le remblaiement de la fosse d'extraction.

Il souhaite étendre l'exploitation de la zone actuelle au Nord (lieu-dit Monsau), sur ce secteur, la zone exploitée passerait de 5,6 ha à 7,7ha, il demande à créer à l'est du site (lieu-dit Heide), une nouvelle zone d'extraction de 3,4 ha.

La surface exploitée totale serait ainsi de 11,1ha contre 5,6 ha actuellement.

Par arrêté préfectoral du 31 janvier 2017, l'exploitant a été autorisé à remblayer de façon coordonnée la fosse d'extraction « Monsau », il sollicite également l'autorisation de remblayer la fosse « Heide ».

L'exploitation est prévue sur une durée de 25 ans.

A l'issue de la période d'exploitation le site retrouvera sa topographie originelle et les terrains retourneront à une vocation naturelle ou un usage agricole.

Le remblaiement des fosses d'extractions s'inscrit dans le cadre de la remise en état du site, les déchets inertes sont employés en substitution de matériaux naturels donc les opérations de remblaiement constituent des opérations de réaménagements et non d'élimination de déchets, ce qui justifie de ne pas classer les zones remblayées sous la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées (Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement).

Le pétitionnaire ne sollicite pas de dérogation par rapport aux textes réglementaires applicables.

Les installations sont exploitées depuis plusieurs années par la société sablière de Steinbourg, aucun accident ou conséquences graves sur l'environnement qui seraient liés à un quelconque manquement ou défaillance de l'exploitant n'ont été relevés par l'inspection.

Considérant que l'exploitant justifie des capacités financières, qu'il a fait montre qu'il dispose des capacités techniques sur les périodes d'exploitation antérieures, qu'au regard de l'étude d'impact les effets sur l'environnement sont maîtrisés, l'incidence de l'exploitation de la sablière sur la santé humaine semble extrêmement réduite, le projet d'extension est compatible avec les documents de planification opposables, sur la base des critères énoncés précédemment, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la poursuite de l'exploitation actuelle, à l'extension du site pour une période d'exploitation d'une durée de 25 ans et aux conditions de remises en état proposées par le pétitionnaire.

## **7. Conclusions**

La société Sablière de Steinbourg demande le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de Steinbourg et une extension de la carrière. Elle demande également l'autorisation d'exploiter des installations de premier traitement des matériaux de carrières, une station de transit de produits minéraux.

Les mesures prévues pour éviter, pour réduire et pour compenser les effets du projet sur l'environnement apparaissent dans l'ensemble proportionnées et adaptées.

Aussi, il est proposé, après avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (formation spécialisée des carrières), d'autoriser l'exploitation de la carrière et des autres installations associées dans les conditions fixées par le projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

*\*dossier et instruction réalisés selon la procédure d'instruction antérieure et non pas sous celle du permis environnemental unique, compte tenu de la date de dépôt de la demande.*